L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

JOURNAL QUOTIDIEN.....$10 / payable d'avance
TROIS FOIS PAR SEMAINE..$10

PAR BULLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 29 MARS 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:
HENRY CLAY.

AMENDE DU GENERAL JACKSON.—La Chambre des Représentants a consacré une bonne partie de la séance d'hier à discuter certaines résolutions données du Sénat, lesquelles recommandent au Congrès le remboursement de l'amende imposée au général JACKSON par le juge HALL et déclarent que l'Etat de la Louisiane est résolu à payer le montant de cette amende, intérêt et principal, dans le cas où le Congrès ne le ferait pas. Ces résolutions, telles qu'elles étaient revenues du Sénat, jetaient un blâme indirect sur la mémoire du juge HALL. Les whigs déclarèrent qu'ils étaient prêts à voter des résolutions en faveur du remboursement, mais à la condition expresse que ces résolutions ne contiendraient pas la moindre censure directe ou indirecte, sur la conduite d'un fonctionnaire dont la mémoire a été respectée jusqu'à ce jour, ils tinrent en effet leur promesse, et ne se décidèrent à voter pour les résolutions qu'après qu'elles eurent reçu un amendement conforme à leurs vues. Quant aux locofocos, les quatre cinquièmes d'entre eux se montrèrent tout disposés à faire disparaître les expressions dont le sens aurait pu jeter quelque ombre sur le patriotisme et l'intégrité du juge HALL; et la première résolution fut adoptée à une belle majorité. Cinq voix seulement ont protesté, et ces voix sont celles de cinq locofocos, qui, dans l'impossibilité où ils se trouvaient d'infliger une flétrissure à la mémoire du juge HALL, ont voulu au moins faire mentionner leurs voix contre l'adoption de la résolution. Il est fait preuve d'un singulier entêtement de parti. L'ajournement de la Chambre n'a pas permis l'adoption des autres résolutions.

L'honorable ISAAC JOHNSON a donné sa démission de secrétaire d'Etat, après en avoir exercé bien peu de temps les fonctions. Nous ne connaissons en aucune manière les motifs qui ont pu l'engager à résigner un poste pour lequel il avait toutes les qualités requises; nous ne chercherons pas même à les connaître; nous nous contenterons seulement de déplorer une retraite qui prive l'Etat de l'une des capacités les plus réelles et les plus estimables qu'on puisse trouver dans le parti opposé au nôtre. Bien que M. S. JOHNSON ne marche point sous la bannière whig, il comprendra les regrets de tous ceux qui savent rendre justice même à leurs adversaires.

M. MAN-BUREN, arrivé depuis peu de jours dans notre ville, se propose de donner prochainement un concert. Notre public connaît déjà de réputation ce grand violoncelliste qui est classé depuis longtems et qui a obtenu, depuis qu'il est en Amérique, le plus beau succès que puisse obtenir un instrumentiste. Le bruit de ses triomphes à New-York, à Philadelphie, à Charleston, a retenti jusque parmi nous; et il n'est personne qui ne soit impatient d'applaudir à son tour un artiste chez lequel la modestie et la simplicité d'unissent au talent le plus élevé. M. Bohrer est accompagné d'un pianiste d'un mérite fort remarquable, M. PARKMAN, qui a partagé avec lui la faveur du peuple Américain. L'accueil qui attend parmi nous ces artistes, sera, nous l'espérons, digne d'eux et digne du public.

La malle n'est point arrivée hier soir. A l'heure qu'il est six malles nous sont dues.

Nous devons à l'obligeance du capt. MCCONNEL, du brick *T. Street*, des journaux de la Havane plus récents d'un jour que ceux qui nous venus par l'Alabama. Ils ne renferment rien qui puisse offrir de l'intérêt à nos lecteurs.

RAPPORT OFFICIEL
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

MARDI, 28 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 33 membres.

Sur motion de M. Howell, la Chambre s'occupe de la résolution qui a pour but la nomination d'un comité des deux Chambres, chargé de surveiller un cortége de Jackson, et de présenter à la prochaine session un rapport sur l'état de cette institution. Adoptée.

Sur motion de M. Phelps, la Chambre s'occupe d'une résolution tirant un rapport près de Tunica, sur le Mississipi.

M. Phelps s'attache à démontrer l'importance des travaux proposés. Le raccourci aura pour but d'obvier aux difficultés que l'on rencontre actuellement dans la navigation. Si l'on n'entreprend pas ces travaux, le tort de l'Etat devra envoyer ses produits sur un autre marché. Si on les entreprend, au contraire, on ajoutera au domaine public des terres fertiles, qui sont maintenant submergées.

M. Clark pense que ces travaux seraient la ruine complète de toute cette portion du pays mais ce sont des raccourci, et favoriseraient seulement les paroisses supérieures. Les propriétaires du sol à BEAUREGARD et dans d'autres paroisses en recevraient préjudice. Il est d'avis que l'on renvoie la présentation du rapport à la prochaine session, et présente à cet effet un amendement qui retranche la dernière partie de la résolution.

M. Phelps fait observer que ses constituants sont dans la position d'un homme attaqué d'une grave maladie, et que l'on doit secourir sans délai. Si l'on ne vient pas à leurs secours, ils ne tarderont pas à être complétement ruinés. Le raccourci ne sera fait que lorsque la moitié de la paroisse de M. Clark, celui-ci ne doit pas craindre d'en recevoir préjudice. Le courant du fleuve ne sera pas augmenté d'une quantité assez grande dans une heure. C'est un fait facile à prouver pour quiconque s'entend un peu à l'hydrographie. Le demandeur ne retire aucun avantage de ces milliers d'arpens de terres fertiles que nous promettent l'exécution du raccourci L'Etat n'a-t-il donc pas un intérêt à ce travaux?

M. Clark suppose de nouveau à la résolution. La Chambre a déjà décidé d'un trait de plume, relativement à dragner, le projet n'est pas de contenter de cela.

M. Ratliff remarque que la résolution passée par la Chambre est le résultat d'une longue investigation de la part de l'ingénieur d'Etat, lequel a déclaré que de travaux projetés, outre leur utilité, partageaient préjudice à la navigation de la rivière Rouge. Les observations de M. Phelps ne sont pas conformes à celles de l'ingénieur. Ne devons-nous pas plutôt nous en rapporter à ce dernier? Au reste, il y a beaucoup d'habitans de cette partie unime de l'Etat qui l'on propose de faire un raccourci, qui sont opposés à cette mesure. Ils ont déjà vu les résultats d'une entreprise semblable. Il donte que la Législature ait le droit de détourner les eaux d'une rivière, sans en avoir obtenu l'assentiment du Congrès. Elle ne pourrait pas non plus entreprendre un pareil travail, sans indemniser les propriétaires qui en recevraient préjudice. Il proteste contre cette mesure. Si elle était mise à exécution, les habitans d'Ouest-Feliciana ne pourraient plus débarquer leur coton à moins que les bateaux, il partage entièrement l'opinion de M. Clark, et appuie son amendement.

M. Stille propose de déposer indéfiniment sur le bureau le rapport et la résolution. La motion est adoptée par 25 voix contre 15.

M. Edward propose que l'on reprenne en considération la motion par laquelle le bill pour amender les articles 640, 681 et 682 du Code de Procédure, a été déposé sur le bureau.

La motion est adoptée par 24 voix contre 18.

M. Ratliff dit qu'il s'attachera à la question de constitutionalité. Si l'on démontre à la Chambre la constitutionnalité du bill, il ne doute pas qu'elle ne l'adopte. Il parle de la décision rendue par la Cour Suprême au sujet d'une loi passée par la Législature de l'Illinois. Il s'agissait d'une hypothèque consentie pour une somme de $4,000, et pour le remboursement de laquelle les créanciers avaient été autorisés à vendre les biens hypothéqués, quoique le montant de la dette ne fût pas échu. C'est là toute la question. Il demande si l'Etat n'a pas le droit de modifier les garanties qu'offre la loi, sans toucher au contrat? Il sait que la Législature ne peut porter atteinte à l'obligation résultant des contrats, mais elle peut modifier les garanties mutuelles résultant de ces contrats. M. Ratliff fait observer que la Législature peut modifier les lois relatives à la prescription. Certaines propriétés sont à l'abri de toutes mesure, pourquoi d'autres ne le seraient-elles pas aussi? Ce principe est consacré par la décision de la Cour Suprême. M. Ratliff donne lecture de cette décision, qui, nonobstant ce jugement, soutient le droit de la Législature. Il a l'opinion écrite de l'un des plus hauts fonctionnaires de l'Etat sur la constitutionnalité de la mesure.

M. Ogden, comme rapporteur du comité judiciaire, croit devoir soumettre à la Chambre quelques observations. Il soutient que la décision rendue par la Cour Suprême ne sanctionne pas les principes du bill de M. Ratliff. La fin de cette décision le prouve. Toute attente portée à l'obligation des contrats, d'une façon ou d'une autre, est une violation de la Constitution. L'acte de l'Illinois a été jugé inconstitutionnel, parce qu'il portait atteinte à la foi des contrats.

M. Brewer demande le rejet du bill. Les voix étant recueillies, l'affirmative l'emporte par 26 voix contre 25; non, 18.

M. Voorhees annonce plusieurs bills et résolutions comme dûment entrûlés.

Sur motion de M. Culbertson, un congé pour le reste de la session est accordé à MM. Thibodeaux, Auger et Mallam.

Sur motion de M. Brashear, la Chambre s'occupe du message de Sénat relatif aux districts congressionnels.

M. Brashear demande qu'un comité de conférence soit nommé. Sa motion prévaut, et l'Orateur nomme du comité MM. Brashear, Wadsworth et Hunt.

Les amendemens du Sénat au bill pour incorporer l'Eglise épiscopale de Thibodeauxville, sont pris en considération et approuvés.

Les amendemens du Sénat au bill relatif aux lettres de change et aux billets à ordre, sont repoussés par la Chambre.

Les amendemens du Sénat au bill pour amender divers actes relatifs à la Cour de Cité de Lafayette, sont pris en considération et approuvés.

Les amendemens du Sénat à la résolution relative aux travaux entrepris au débarcadère de Gordon, sont pris en considération et approuvés.

Les amendemens du Sénat à la résolution qui décrète l'établissement d'un chenal, à partir de bayou Grosse-Tête jusqu'au débarcadère de Duval, sont pris en considération et approuvés.

Le rapport et les résolutions relatifs à l'amende imposée au général Jackson, et que le Sénat a passés, sont pris en considération par la Chambre. Les résolutions recommandent au Congrès de rembourser au général Jackson l'amende qui lui fut imposée en 1815, et reconnaissent à l'Etat de la Louisiane d'opérer ce remboursement, dans le cas où le Congrès refuserait de le faire.

M. Hunt, après avoir fait remarquer quelques vices de rédaction dans le rapport et les résolutions, propose de les référer au comité de la Chambre sur l'amende du général Jackson.

M. Phelps déclare qu'il s'est occupé avec soin de rapport, et que s'il n'a trouvé quelque vice de rédaction, c'est à faute de ses collègues.

M. Hunt répond que la remise ne s'est jamais réunis ensemble. Il n'est pas prêt, pour sa part, à voter sur ce sujet; la Chambre ne doit pas se prononcer trop légèrement sur les résolutions passées par le Sénat. Il renouvelle sa motion de renvoi.

M. Newport dit que cette question a longtemps occupé la Congrès; le président lui-même en a fait mention dans son dernier message. Il est temps que notre Législature s'en occupe à son tour. M. Newport parcourt le tableau de la situation de la Nlle. Orléans et de la Louisiane en général à l'époque de l'invasion. Nous n'avions pour nous protéger des envahisseurs que quelques milliers de soldats fort peu disciplinés, mais commandés par le brave Andrew Jackson. Alexandre, Hannibal et Coriolan sont inférieurs à ce grand homme. Abjurons tout esprit de parti, pour rendre justice au guerrier qui sauva et la ville et l'Etat, et vainquit une armée qui en Italie, en France et en Espagne était habituée à la victoire.

M. Ogden combat la motion du préop. Il espère que la Chambre adoptera les résolutions. Que gagnerait-on à les renvoyer à un comité? Il n'y a pas de nouveaux faits à recueillir; tout le public est instruit des moindres détails de cette affaire, et la Chambre doit être prête à voter sur la question. Il est depuis longtemps, l'ennemi politique du général Jackson; il a partagé pendant quelques instans les principes politiques de l'homme d'état, éloigné qu'il était par les liens militaires du guerrier. Ces liens, il n'a jamais cessé de les admirer. Il est persuadé que le général Jackson a cru nécessaire d'agir comme il l'a fait en 1814-15. Ce qui a empêché le Congrès de rembourser au général Jackson l'amende qui lui fut imposée en 1815 par le juge Hall, c'est l'accusation dont on a voulu, par la même résolution, ternir la mémoire de ce dernier.

M. Hunt soutient qu'il est nécessaire de référer à un comité le rapport et les résolutions. Il n'a rien à dire contre la réputation militaire du général Jackson, mais il croit que la Chambre ne doit pas se prononcer trop hâtivement. Que le rapport soit examiné avec soin.

M. Wadsworth dit que jamais question n'a soulevé autant de débats que celle dont la Chambre s'occupe actuellement. Tout le monde en parle. Il en a entendu naissait tous les détails depuis long-temps; il n'est fort peu occupé de ce qu'a pu dire le comité. La raisonnement du préopinant tombe devant ce fait. Il demande la dispense des règles pour permettre au greffier de procéder à une seconde lecture des résolutions.

M. Brashear dit qu'il n'est pas aussi instruit que le membre de Plaquemines de tous les faits relatifs à cette question. Il ne veut voter qu'en connaissance de cause. Il est opposé à quelques unes des résolutions.

M. Brewer est surpris de l'opposition que rencontrent les résolutions. Ceux-là même qui louaient naguères le rapport du comité, le condamnent aujourd'hui. Il n'existe aucune doute faire rejeter les résolutions. Si leurs souhaits sont sincères, qu'ils se dépêchent de procéder tout de suite à la mise aux voix! Voilà près de 13 ans que cette question s'agite; et nous devons tous savoir à quoi nous en tenir.

M. Monson dit qu'il est un vétéran. Il a combattu sous le général Jackson. On a voulu jeter du blâme sur la population louisianaise, que l'on a accusée de lâcheté. C'est là une fausseté. Il n'est pas d'avis que la Chambre se prononce immédiatement sur les résolutions.

M. Philips répond que le général Jackson n'a jamais accusé les Créoles de lâcheté. Il est à même de prouver.

M. Wadsworth remarque qu'il y avait en 1815 quelques personnes fort peu disposées à marcher contre l'ennemi. Le général l'ayant appris, fit proclamer la loi martiale et prit les mesures nécessaires pour garantir l'obéissance à ses ordres. La révolution de l'Indépendance a eu, elle aussi, ses traîtres, ses tories; il y avait des milliers de tories dans la Caroline du Sud, et Marion ne s'est fait une si grande réputation qu'en les combattant. Il en a été de même en 1814-15. Il y avait probablement parmi nous certaines personnes qui désiraient éviter le combat.

M. Ratliff avait espéré qu'les résolutions passeraient sans difficulté. Il les considérait comme dues au général Jackson, mais son espérance a été douloureusement trompée. Il regrette que le dignes paroles de M. Ogden a fait entendre, aurasent trouvé du retentissement dans le cœur des Représentans. M. Ratliff glorifie la bravoure et l'héroïsme du général Jackson. Il s'oppose au renvoi des résolutions à un comité; il parle de la valeur, de l'âge et des services du vénérable héros de 1815, et demande si la Louisiane hésitera à laver la tache dont on a voulu souiller le nom de ce dernier. Le général Jackson a pu errer; mais ses motifs étaient purs.

M. Culbertson est d'avis que l'on rembourse au général Jackson le montant et l'intérêt de l'amende qui lui fut imposée en 1815, mais il ne veut pas voir accuser la mémoire du juge Hall. Il ne pense pas qu'aucun membre whig désire faire rejeter les résolutions. Il croit à la pureté des motifs du général Jackson aussi bien que du juge Hall.

M. Philips propose d'adopter les résolutions et de référer le rapport à un comité. Il a entre ses mains des preuves de la conduite du général Jackson envers des personnes trouvées coupables de trahison. Cela se passait deux jours avant que Louallier publiât son pamphlet. M. Phelps dit que les provisions affluaient plutôt au camp des Anglais en 1815 qu'au nôtre, qu'il existait des relations entre la ville et les ennemis, et qu'il était par conséquent devenu nécessaire de proclamer la loi martiale.

M. Selby croit le renvoi à un comité tout à-fait inutile. Cette question est agitée depuis si longtemps, que chacun doit savoir à quoi s'en tenir à cet égard. Il craint fort que certains membres désirent faire rejeter les résolutions. Il est d'avis que l'on omette de parler de traîtres dans les résolutions, et son ami même qu'il n'y a pas lieu à prononcer dans les résolutions. Maintenant une amende au général Jackson, ou celui-ci n'a pas le droit d'en obtenir le remboursement. Ces résolutions font donc entendre implicitement que l'amende est injuste: il votera en faveur des résolutions.

M. Brashear dit que le rapport contient des détails qu'il ignorait. Ce n'est pas un rapport de la Chambre; le comité de la Chambre ne s'est jamais réuni d'une manière formelle.

M. Benjamin croit que si l'on adopte les résolutions, le rapport en sera considéré comme le préambule. De cette façon, les membres qui désireraient voter pour les résolutions, mais ne veulent pas jeter de blâme sur la mémoire du juge Hall, seront obligés de sanctionner une opinion qui n'est pas la leur. M. Benjamin se déclare très embarrassé. Si l'on pouvait séparer le rapport des résolutions, il voterait pour celles-ci.

M. Claiborne votera pour les résolutions, pourvu qu'on ajoute à la seconde qu'il y a retrancher tout ce qui tendrait à jeter du blâme sur la mémoire du juge Hall.

La Chambre accorde, par 36 voix contre 8, la dispense des règles pour procéder à une seconde lecture.

M. Hunt propose d'amender la 1re. résolution en y retranchant ces mots: "pour intégrité de cour." L'amendement est adopté.

La résolution est encore amendée de manière à recommander le remboursement du montant et de l'intérêt à cinq pour cent de l'amende.

M. Taylor persiste à demander l'adoption des résolutions, telles qu'elles ont été passées par le Sénat.

M. Selby partage cet avis. Il votera contre les résolutions, si on maintient leur forme actuelle. Le général Jackson ne recevra pas le remboursement de l'amende comme un don.

M. Ogden dit que si nous ne pouvons passer des résolutions sans jeter un blâme sur la mémoire du juge Hall, nous n'exigeons une vengeance.

M. Wadsworth dit que le parti démocratique n'a jamais eu l'intention de jeter du blâme sur la mémoire du juge Hall. La résolution introduite au Congrès est en tout semblable à celle présentée à la Chambre. Il a pour voter en faveur des résolutions, des motifs que ne partagent peut-être pas d'autres membres. Chacun a les siens.

La résolution, ainsi qu'elle a été amendée, est adoptée par 35 voix contre 7.

M. Ratliff croit que le fait seul du remboursement de l'amende, exprime l'opinion qu'elle a été injustement imposée.

M. Brewer a voté contre les résolutions, parcequ'il croit que l'on rende justice au général Jackson, et non pas qu'on fasse de la générosité envers lui.

M. Brashear propose de déposer sur le bureau le 2me. résolution. Sa motion est repoussée par 29 voix contre 12.

La Chambre s'ajourne à demain, 10 heures.

CHRONIQUE PARISIENNE.

PARIS, 5 février 1843.

La restauration de l'intrigue au bal masqué de l'Opéra n'a pas été jusqu'ici très fertile en aventures; on du moins, s'il y a eu quelques rencontres dans le foyer, le secret s'est prolongé au-delà des limites ordinaires, et les curieux du lendemain n'en ont pas été informés. Une grande, une invincible méfiance règne toujours parmi les amateurs de ces mains ténébreuses. Chose étrange! le bal de l'Opéra, considéré comme simple promenade, ne certainement rien de bien divertissant; on y est coudoyé, étouffé, suffoqué; ceux qui bravent ces inconvéniens ont donc une attente pénible, une espérance, mais à peine y est-on très dans le foyer, ils oublient le but pour ne songer qu'aux mécomptes et aux mystifications qui les menacent de toutes parts. Nous ne parlons pas de quelques intrépides jeunes gens, mineurs nouvellement émancipés, qui éprouvent un inexprimable bonheur à promener le premier domino venu, et à parader consciencieusement intrigués des malins propos qu'on leur débite sur la pluie et le beau tems. Mais, vous qui avez de l'expérience, vous savez quels pièges sont cachés sous le calembourg banal et sous les plis du domino! Vous savez, quoi qu'en disent les dons Jeans, que les comtesses et les marquises ne vont guère au bal masqué. Si une femme du monde s'y hasarde, ce n'est que bien secrètement, pour jeter sur la fête un regard furtif, et s'en aller bien vite sans compromettre son incognito. Les exceptions à cette règle sont fort rares; elles diffèrent cependant pour autoriser certaines prétentions; mais c'est en courant après cette chance que l'on risque d'être déçu.

Ceux qui se laissent prendre à quelque mésaventure l'ont bien mérité, car ce n'est pas faute d'avoir été avertis. Chaque année, pour éclairer les gens inexpérimentés et pour refroidir l'ardeur des téméraires, on ne manque pas de publier une foule d'anecdotes relatives aux intrigues du carnaval.

Tantôt c'est un dandy très superficiel qui fait la cour pendant la moitié de la nuit à un domino plein d'esprit. Après un souper payé par le conquérant, le domino fait son masque et montre au dandy le visage d'un portefaix sale, qui a joué un rôle de femme, grâce à sa petite taille et à sa tournure svelte.

— Ou bien,—et cette histoire-ci revient assidûment tous les hivers,—une bonne fortune organisée par un jeune élève interne conduit à la prison de Clichy un fils de famille qui ne sortait que la nuit pour éviter les recors. Depuis que ce moyen a été mis en lumière par la publicité, les jeunes gens qui ont des dettes n'osent plus se laisser intriguer, et cela jette beaucoup de froideur dans le foyer de l'Opéra, car quel est le libertin qui n'a par quelques créanciers importuns!

L'audace la plus ordinaire, au mal masqué, c'est qu'un jeune homme intrigué par des paroles dont on ne se soucie guère et qui tous savent par cœur, vous cherches l'inconnu, et vous tombez lourdement dans l'ornière du passé. Le masque qui veut vous tromper cache les rides de vos vieux attraits. Ce la vous conduisit à renouer pour quelques heures un lien brisé, mais quelquefois aussi on n'a pas pas qu'à se mettre marché.

M. B.... est un des riches propriétaires de Paris; il fait de sa fortune un emploi très modéré; le luxe lui semble insupportable, il aime à naître dans un grenier, et il a fait en toutes choses la moins de dépense possible. Cependant, quand l'occasion se présente, il ne se refuse pas un plaisir coûteux, et la preuve, c'est qu'il était samedi dernier au bal de l'Opéra.

Dans la vie, il est des circonstances où même le besoin d'une distraction se fait vivement sentir, et alors ne sièrs fait violence à son caractère; rien ne lui coûte pour donner le change à la sombre pensée qui l'importune. M. B.... a eu des malheurs domestiques. Après une jeunesse calme et heureuse, entré sans passions et sans orages dans le port de la maturité, il s'est avisé de prendre une femme, et de la prendre jeune, vive, spirituelle et romanesque. Qu'est-il advenu de cette union mal assortie? La mauvaise intelligence d'abord, et puis le trouble, et enfin la catastrophe. Monsieur voulait vivre en bon et modeste bourgeois; madame voulait mener un train brillant et splendide. Monsieur se contentait d'aller à pied; il fallait à madame un équipage. Monsieur se plaisait dans une douce et monotone quiétude; madame recherchait les agitations d'une existence accidentée. Toute résistance était inutile: la volonté de la femme parlait haut, se soucia peu des remontrances et se passa de la permission. Quand le mari refusait le nécessaire, la femme avait recours aux emprunts et au crédit; quand il s'obstinait à rester chez lui, elle traînait une compagnie pour la conduire au spectacle et au bal. Dans l'hiver, c'étaient les fêtes; la belle saison venue, c'étaient les voyages qu'ordonnait un appétit décidément compliqué.... Vous ne voulez pas m'accompagner aux bains de Bade, disait-elle, eh bien! j'irai seule.—Et elle partait. Cet état de choses ne pouvait pas durer. M. B.... calcula que depuis son mariage il avait dépensé chaque année les trois quarts de son revenu, lui qui, lorsqu'il était garçon, économisait sur les plus petites choses, et qui, depuis son repas était troublé par des scènes continuelles et non moins coûteuses que toutes sortes de légèretés. La raison n'était pas écoutée, M. B.... comprit qu'une séparation était le seul moyen de faire rentrer dans sa maison la paix et l'économie. Mme. B.... le comprit aussi, et elle répondit:

—Soit, séparons-nous et partageons.

Ce dernier mot avait une immense signification; il représentait pour Mme B.... la moitié de cinquante mille livres de rente. Elle accepta cette proposition inattendue, le mari fit observer à sa femme qu'elle lui avait pas apporté de dot et que la communauté de biens était bannie de leur contrat de mariage. Elle devait d'ailleurs le connaître assez pour savoir que jamais il ne consentirait à céder la moitié de son revenu. Persuadée par ces arguments, Mme B.... se contenta à une pension de quinze mille francs, assurant qu'elle n'en demandrait pas; le mari offrit une rente de neuf mille.

—Je vois, dit Mme B...., que nous ne pouvons pas nous entendre: restons donc ensemble.

Mais ce n'était pas là le compte de l'époux persécuté, la vie commune lui était devenue insupportable, et il résolut de s'adresser aux tribunaux pour la faire cesser. Il eut soin de dissimuler ce projet, de sorte que Mme B.... ne se défiant de rien, se livra bientôt à une nouvelle étourderie qui permit à l'époux offensé de lui intenter le domicile conjugal. La séparation existait de fait; il ne s'agissait plus que de lui donner la sanction juridique. Le mari immédiatement en profita en faisant ce présente devant les juges, fort peu de son droit. Après avoir passé par les lenteurs et les ajournemens accoutumés, le procès touchait enfin à son terme; la cause avait été gagnée par le mari en première instance et plaidée en appel: la cour avait remis à huitaine pour prononcer l'arrêt, et tout faisait présumer que le jugement serait confirmé, c'est-à-dire que M. B.... obtiendrait la séparation légale moyennant une pension de mille écus.

L'affaire en était là lorsque M. B.... eut l'imprudence de se rendre au bal de l'Opéra.

Les émotions de l'audience avaient surexcité son esprit; le tableau de ses malheurs, déroulé par un habile avocat, avait jeté du bouleversement dans son âme; de vives distractions enfin lui étaient nécessaires pour tromper son impatience, en attendant le jour où son sort devait être irrévocablement fixé. Voilà ce qui le conduisit au bal masqué.

Assurément si quelqu'un pouvait s'attendre à ne pas être intrigué, c'était M. B.... qui n'avait jamais fait de conquêtes et qui vivait loin du monde où le bal se donne. Cependant, il n'eut pas plutôt paru dans la grande pièce que l'on appelle le foyer, lorsqu'un petit domino vint familièrement passer son bras sous le sien. Surprise de cette attaque, M. B.... n'eut pas un seul instant l'idée de se défendre; on se mit tout de suite à l'aise en causant dans le foyer de la pièce, et on donna ses noms et son adresse de la ville à 10 centimes par gallon.

FARINE.—Vu le peu d'arrivages, et le stock peu élevé en ville, les prix se maintiennent bien, et peut être devront-ils encore se relever.

PRODUITS DE L'OUEST.—Accusés de peu d'arrivages, les transactions en provisions ont encore été très limitées et les prix se sont non seulement maintenus mais en quelque sorte raffermis et encore prix-levant.

Pork—nous avons vendu 50 bbls. Mess à $7 50 par ton livres, Boeuf mess en barils $7 75 à $8 50, demi barils $4 25 à $4 50, prime $8 50 à $9.

Lard—en saindoux, choix à 7½, très rare, intérieure et contrainte 6 3/4 à 7, épaules, 5½ à 5¾, plate entre 4 à 5½, jambons 6 à 6¾.

WHISKEY.—Le recticié est en bonne demande à 16 1/2 et 17 cents.

TOILE ET CORDE D'EMBALLAGE.—Très calme, mais les prix tendent à la baisse.

SEL.—Les ventes à bord se sont élevées à 4,000 à 45 et 47½ le gros, et $1 05 à $1 10 le fin. Les prix en magasin sont moins.

CAFE.—Aucun change sont dans les prix, la demande est toujours inappréciable.

BLANC DE BALEINE.—Sans changement dans les prix: New Bedford 35 à 36, Nantucket 33 à 34.

HUILE DE BALEINE.—Sans changement dans les prix: New Bedford 35 à 36, Nantucket 33 à 34.

HUILE DE LIN